



CHAPITRE 12

CHAPTER 12

LOI CONCERNANT LA CLASSIFICATION ET LA RÉMUNÉRATION DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS PUBLICS DU SERVICE EXTÉRIEUR

AN ACT RESPECTING THE CLASSIFICA- TION AND REMUNERATION OF THE PUBLIC OFFICERS AND EMPLOYEES OF THE OUTSIDE SERVICE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du service extérieur*. S. R. 1925, c. 10A, a. 1; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

1. This act may be cited as the *Outside Service Act*. R. S. 1925, c. 10A, s. 1; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Défini-
tion.

2. Les officiers et employés publics du service extérieur sont ceux à l'emploi de la province, ailleurs qu'au siège du gouvernement. S. R. 1925, c. 10A, a. 2; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

2. The public officers and employees of the outside service are those employed by the Province elsewhere than at the seat of the Government. R. S. 1925, c. 10A, s. 2; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Nomina-
tion.

3. 1. Tous les officiers et employés publics permanents nécessaires au service extérieur dans la province sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. 1. All permanent public officers and employees required for the outside service in the Province shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Surnu-
méraires.

2. Tous les officiers et employés publics, soit temporaires, soit surnuméraires, requis dans ledit service extérieur, de même que les ouvriers et les autres personnes employées temporairement à des travaux manuels, dans le même service, sont nommés par un écrit du ministre qui préside le département dont ils font partie. Ces nominations, de même que la cessation des services de ces employés doivent être notifiés à l'auditeur de la province. S. R. 1925, c. 10A, a. 3; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

2. All temporary or supernumerary public officers and employees required in the said outside service, as well as all workmen and other persons temporarily employed in manual labour in the said service, shall be appointed by a writing from the Minister to whose department they belong. The Provincial Auditor shall be notified of such appointments as well as of the time when the services of such employees cease. R. S. 1925, c. 10A, s. 3; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Classifi-
cation,
rémuné-
ration.

4. Les classification et rémunération attribuées aux officiers et employés publics du service extérieur de la province par l'arrêté en conseil No 1739 du 16 octobre 1925, (modifié par l'arrêté en conseil No 1153 du 10 mai 1941), sont les classification et rémunération qui s'appliquent auxdits officiers et employés publics.

4. The classification and remuneration assigned to the public officers and employees of the outside service in the Province by the order-in-council No. 1739 of the 16th of October, 1925, (amended by the order-in-council, No. 1153 of the 10th of May, 1941), shall be the classification and remuneration which shall apply to the said public officers and employees.

Classifi-
cation, re-
munera-
tion.

Modifications.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier cet arrêté en conseil, soit en y ajoutant, dans les divisions actuelles, des fonctions qui existent déjà et auxquelles il n'a pas été pourvu, soit en y ajoutant de nouvelles divisions pour couvrir les cas qui peuvent se présenter par suite de la création de nouveaux emplois ou de fonctions nouvelles. S. R. 1925, c. 10A, a. 4; 16 Geo. V, c. 14, a. 17; 5 Geo. VI, c. 21, a. 1.	The Lieutenant-Governor in Council may amend such order-in-council, either by inserting therein, in the present divisions, already-existing offices not provided for, or by adding new divisions thereto in order to cover cases that may arise consequent upon the creation of new employments or of new offices. R. S. 1925, c. 10A, s. 4; 16 Geo. V, c. 14, s. 17; 5 Geo. VI, c. 21, s. 1.	Amendment.
Classification.	5. Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, nommant une personne à une charge permanente, et tout écrit d'un ministre nommant une personne à titre d'employé temporaire ou surnuméraire, dans le service extérieur, doivent assigner à cette personne une des divisions des classes fixées par l'arrêté en conseil mentionné dans l'article 4, et le traitement de cette personne, dans la division de la classe qui lui est assignée, est déterminé conformément et est sujet aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 10A, a. 5; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.	5. Every order of the Lieutenant-Governor in Council appointing a person to a permanent office, and every writing from a Minister appointing a person as a temporary or supernumerary employee, in the outside service, shall assign such person to one of the divisions of the classes fixed by the order-in-council mentioned in section 4, and the salary of such person in the division of the class assigned to him shall be determined in conformity with and be subject to the provisions of this act. R. S. 1925, c. 10A, s. 5; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.	Classification.
Traitement initial.	6. Le traitement attribué lors de la nomination est le minimum du traitement accordé à la division de la classe dans laquelle est versé le nouveau titulaire de la charge ou de l'emploi par l'arrêté en conseil ou l'écrit qui le nomme, suivant qu'il s'agit d'un employé permanent ou d'un employé temporaire ou surnuméraire. Néanmoins, si les qualités nécessaires à l'accomplissement des fonctions d'une charge ou d'un emploi sont de nature exceptionnelle, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre basée sur le rapport écrit du sous-ministre du département attestant la nature exceptionnelle de ces fonctions et la capacité à les remplir de la personne qu'il est question de nommer, ou le ministre lui-même, sur semblable rapport, peut ajouter à ce minimum telle somme supplémentaire qu'il juge raisonnable; mais ce traitement ne doit pas atteindre celui déterminé pour la période d'années immédiatement supérieure. S. R. 1925, c. 10A, a. 6; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.	6. The salary assigned at the time of the appointment shall be the minimum salary attached to the division of the class in which the new holder of the office or employment is placed by the order-in-council or the writing appointing him, according to whether a permanent employee or a temporary or supernumerary employee is concerned. Nevertheless, if the qualifications necessary for the performance of the duties of an office or employment are of an exceptional kind, the Lieutenant-Governor in Council, upon the proposal of the Minister, based on a written report of the Deputy Minister of the department, attesting the exceptional nature of the duties and the ability of the proposed appointee to fulfil them, or the Minister himself, upon a like report, may add to such minimum such further sum as he thinks proper; but such salary shall not reach that fixed for the period of years immediately superior. R. S. 1925, c. 10A, s. 6; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.	Initial salary.
Exception.			Proviso.
Augmentations automatiques.	7. 1. Les augmentations de traitement prescrites par l'arrêté en conseil mentionné dans l'article 4 auront lieu automatiquement pour chaque employé	7. 1. The increases of salary prescribed by the order-in-council mentioned in section 4 shall take place automatically for each employee as soon as he has attained	Automatic increases.

dès qu'il aura atteint la période de temps qui y est déterminée. Cependant, sur le rapport du ministre ou du sous-ministre d'un département, adressé à l'auditeur de la province relativement à un employé quelconque, cet employé n'aura pas droit à l'augmentation que prescrit ledit arrêté en conseil.

Change-
ments par
arrêté en
conseil.

2. Aucun employé ne recevra une augmentation de traitement, sauf tel que prévu par le paragraphe 1 du présent article, ni ne sera changé de classe, sans un arrêté en conseil. S. R. 1925, c. 10A, a. 7; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

Plusieurs
fonctions.

8. Lorsqu'une personne est nommée à plus d'une fonction ou d'un emploi, l'arrêté en conseil ou l'écrit du ministre, suivant le cas, peut fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération qui sera attachée à chaque fonction ou emploi excédant un seul emploi ou une seule fonction.

Titulai-
res
conjoints.

De même lorsque plusieurs personnes sont nommées conjointement à une même charge, l'arrêté en conseil ou l'écrit du ministre, suivant le cas, peut fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération de chacun des titulaires, pourvu que la rémunération attribuée à chacun des titulaires n'excède pas les deux tiers du traitement attaché à la charge dont il s'agit. S. R. 1925, c. 10A, a. 8; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

Rémuné-
ration
addition-
nelle.

9. Il ne doit être payé à aucun employé dans le service extérieur, aucune rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, si ce n'est par un arrêté en conseil dans le cas d'un employé permanent, ou par écrit du ministre dans le cas d'un employé temporaire ou surnuméraire, mentionnant le nom de la personne devant recevoir la rémunération, ainsi que le service pour lequel cette rémunération est accordée. S. R. 1925, c. 10A, a. 9; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

Règle-
ments.

10. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut réglementer la régie, la direction et l'administration du service extérieur. S. R. 1925, c. 10, a. 10A; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

the periods of time therein determined. Nevertheless, upon the report of the Minister or Deputy Minister of a department, addressed to the Provincial Auditor, respecting any employee, such employee shall not be entitled to the increase prescribed by the said order-in-council.

2. No employee shall receive any increases of salary other than those provided for by subsection 1 of this section, nor shall his classification be changed, except by order-in-council. R. S. 1925, c. 10A, s. 7; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Increases
by Order-
in-Council,
etc.

8. Whenever a person is appointed to more than one office or employment, the order-in-council or the writing from the Minister, as the case may be, may fix at any reasonable amount the remuneration to be attached to each office or employment other than a single office or employment.

Several
offices.

Likewise whenever several persons are appointed jointly to the same office, the order-in-council or the writing from the Minister, as the case may be, may fix at a reasonable amount the remuneration of each of them, provided the remuneration so accorded to each of them does not exceed two-thirds of the salary attached to the office in question. R. S. 1925, c. 10A, s. 8; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Joint-
officers.

9. No additional remuneration beyond the regular salary of the office he holds shall be paid to any person employed in the outside service, except by order-in-council in the case of a permanent employee, or by a writing of the Minister in the case of a temporary or supernumerary employee, in which the name of the person who is to receive such remuneration, as well as the services for which such remuneration is allowed, shall be mentioned. R. S. 1925, c. 10A, s. 9; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Addi-
tional
remuner-
ation.

10. The Lieutenant-Governor may, by order-in-council, make regulations for the government, control and management of the outside service. R. S. 1925, c. 10A, s. 10; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Regula-
tions.

Techniciens.

11. Nulle personne ne peut être nommée à une charge qui exige des connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques, à moins qu'elle ne possède réellement et n'établisse, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle possède ainsi ces connaissances. S. R. 1925, c. 10A, a. 11; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

11. No person shall be appointed to an office which requires professional, scientific or technical knowledge unless he actually possesses and establishes, to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council, that he so possesses such knowledge. R. S. 1925, c. 10A, s. 11; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Serments d'allégeance et d'office.

12. 1. Les officiers et employés permanents du service extérieur, avant d'entrer en fonction, prêtent le serment d'allégeance ainsi que celui qui suit:

12. 1. Before entering upon their duties, the permanent officers and employees of the outside service shall take the oath of allegiance, and the following oath:

"Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de _____ avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide".

"I, A. B., swear that I will fulfill the duties of my office of _____, honestly and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council. So help me God".

Idem.

2. Les mêmes serments peuvent être exigés des employés temporaires ou surnuméraires par le ministre.

2. The same oaths may be required from temporary or supernumerary employees by the Minister.

Prestation.

3. Ces serments sont prêtés devant un juge de la Cour supérieure, un juge des sessions, un magistrat de district ou devant tout autre personne autorisée, par une disposition des présents Statuts refondus, à les recevoir.

3. Such oaths shall be taken before a judge of the Superior Court, a judge of Sessions, a District Magistrate or before any person authorized by these Revised Statutes to administer oaths.

Certificat.

4. Un certificat de la prestation de ces serments est transmis au sous-chef du département pour faire partie du dossier de la nomination de l'officier ou employé. S. R. 1925, c. 10A, a. 12; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

4. A certificate of the administration of the oaths shall be forwarded to the deputy-head of the department to form part of the record of the appointment of the officer or employee. R. S. 1925, c. 10A, s. 12; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Violation des serments.

13. Un employé qui contrevient à ces serments est immédiatement destitué. S. R. 1925, c. 10A, a. 13; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

13. Every employee who violates such oaths shall be immediately dismissed. R. S. 1925, c. 10A, s. 13; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Devoirs du sous-ministre.

14. Le sous-ministre, sous la direction du ministre, surveille et dirige les officiers et employés publics du service extérieur, sous son contrôle.

14. The Deputy Minister shall, under the direction of the Minister, superintend and direct the public officers and employees of the outside service under his control.

Suspension d'employés.

Il peut suspendre temporairement tout employé dudit service qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont la conduite

He may temporarily suspend any employee of the said service who refuses or neglects to obey his orders or whose con-

est jugée par lui reprehensible; il doit en faire rapport sans délai au ministre. S. R. 1925, c. 10A, a. 14; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

duct he may deem blameworthy; he shall, without delay, report such suspension to the Minister. R. S. 1925, c. 10A, s. 14; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Aide de la part d'autres employés.

15. Lorsque les employés préposés à certaines fonctions dans le service extérieur ne peuvent remplir ces fonctions avec toute la diligence requise et que de l'aide peut être obtenue de la part d'autres employés dans ledit service extérieur, sous le contrôle du même ministre, le sous-ministre, avec l'assentiment du ministre peut prescrire à un ou plusieurs de ces derniers d'aider à l'expédition des affaires; et ces employés doivent fournir leurs services sans augmentation de traitement. S. R. 1925, c. 10A, a. 15; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

15. When the employees assigned to certain duties in the outside service cannot perform such duties with sufficient despatch, and assistance may be had from other employees in the said outside service under the control of the same Minister, the Deputy Minister, with the consent of the said Minister, may order one or more of the latter employees to assist in the despatch of the said duties; and such employees shall give their services without additional remuneration. R. S. 1925, c. 10A, s. 15; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Inter-departmental assistance.

Rapport au sous-chef.

16. Toute personne appartenant au service extérieur doit immédiatement porter à la connaissance du sous-chef du département tout manquement à ses devoirs d'un officier ou d'un employé sous son contrôle. S. R. 1925, c. 10A, a. 16; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

16. Every person belonging to the outside service shall immediately inform the deputy-head of the department of any failure in duty on the part of any officer or employee under his control. R. S. 1925, c. 10A, s. 16; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Report to deputy-head.

Budget.

17. Le paiement du traitement des officiers et des employés publics du service extérieur est fait suivant les dispositions des présents Statuts refondus qui y pourvoient, ou à même les deniers votés chaque année par la Législature pour ces fins. S. R. 1925, c. 10A, a. 17; 16 Geo. V, c. 14, a. 17.

17. The payment of the salaries of the public officers and employees of the outside service shall be made in accordance with the provisions of these Revised Statutes which provide therefor, or out of the sums voted each year by the Legislature for such purposes. R. S. 1925, c. 10A, s. 17; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Budget.

Rapport à la Législature.

18. Dans les quinze premiers jours de chaque session de la Législature, il doit être soumis à l'Assemblée législative un rapport de toutes les nominations et promotions des officiers et employés publics permanents du service extérieur depuis la session précédente, ainsi que copie des arrêtés en conseil concernant ces nominations et promotions. S. R. 1925, c. 10A, a. 18; 16 Geo. V, c. 14, a. 18.

18. Within the first fifteen days of every session of the Legislature, a statement showing the appointments and promotions of permanent public officers and employees of the outside service made since the preceding session, and also copies of the orders-in-council concerning such appointments and promotions, shall be submitted to the Legislative Assembly. R. S. 1925, c. 10A, s. 18; 16 Geo. V, c. 14, s. 17.

Report to Legislative Assembly.